

SELON BENMERADI, L'ÉTAT NE DISSOUDRA PLUS LES EPE

Entre non-sens et volonté d'apaisement social

L'Etat ne dissoudra plus les entreprises publiques, selon le ministre de l'Industrie. Un non-sens du point de vue économique et réglementaire même si d'aucuns y voient seulement une volonté d'apaiser le front social.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'investissement était l'invité, mardi soir, d'une émission de la Télévision nationale. Lors de cette prestation, Mohamed Benmeradi a affirmé qu'«il n'est plus question, désormais, de dissoudre les sociétés publiques, mais au contraire les pouvoirs publics pensent à en créer de nouvelles dans des secteurs où l'Algérie accuse un retard».

Certes, Mohamed Benmeradi qui a évoqué la création de nouvelles entreprises publiques dans le secteur automobile et sidérurgique a déclaré que l'Etat poursuivrait ses efforts pour le développement des EPE existantes par la création de nouvelles opportunités d'investissement. Selon le ministre de l'Industrie, «l'encouragement de l'investissement dans les entreprises publiques, dont 50% du potentiel sont inexploités, va contribuer à doubler la production nationale». Néanmoins, l'affirmation du ministre selon laquelle il n'y aura plus de dissolution des EPE s'avère incompréhensible, non pertinente, voire contraire à la réglementation en vigueur. Une assertion illogique, un non-sens selon des analystes économistes dans la mesure où elle contredit le discours en vogue sur l'autonomie de gestion effective des entre-

prises. Certes, l'Etat est propriétaire de ces entreprises. Les pouvoirs publics ont toute latitude de procéder à la dissolution d'une EPE en difficulté, à charge cependant d'en gérer les conséquences sur le plan social. A ce propos, les observateurs relèvent qu'il n'y a jamais eu de dissolution véritable des EPE, même dans le contexte du programme d'ajustement structurel et que la fermeture a surtout concerné des petites unités locales et qui ont été cédées aux salariés. Et cela même si Mohamed Benmeradi explique que la politique de dissolution de certaines EPE «a été décidée dans une conjoncture particulière où l'Etat n'avait pas les moyens d'entretenir ces sociétés et il fallait les fermer». Voire, les pouvoirs publics sont libres de renflouer, à coups de milliards de dinars, des entreprises en difficulté.

Cependant, la déclaration ministérielle semble incompatible avec les dispositions notamment du Code de commerce qui prévoit la cessation de paiement, la mise en faillite... Des règles auxquelles les entreprises publiques sont soumises tout comme les entreprises privées. Or, si l'Etat décide d'assister certaines entreprises, il risque, ce faisant, de contrevenir aux engagements internationaux (Accord d'association notamment) qui interdisent la concurrence



Photo : Samir Sid

Benmeradi concède un bonus certain à l'inertie de certaines unités publiques.

déloyale. Car il crée une nouvelle catégorie d'entités juridiques, à l'instar des entreprises à caractère administratif, et qui bénéficient du soutien de l'Etat. Ce qui revient à octroyer un nouveau statut juridique aux EPE tout en respectant nos engagements internationaux. Pari risqué ! Par ailleurs, en décidant de ne plus dissoudre les entreprises publiques, l'Etat encourage, de facto, le statu quo pour nombre d'entreprises publiques en mauvaise situation financière. La privatisation, à l'arrêt, ne constitue plus comme avant une menace pour les entre-

prises publiques, tenues d'améliorer leurs performances sinon de disparaître.

En décidant de ne plus les dissoudre, l'Etat démotive en fait ces entreprises, concède un bonus certain à l'inertie de certaines unités publiques. Partageant à des nuances près cette analyse, d'autres observateurs relèvent que la déclaration du ministre de l'Industrie relevait plutôt du discours politique. Selon ces analystes, l'Etat laisse entendre qu'il n'y aura plus de dissolution, de manière volontaire, et d'autant que la privatisation a été arrêtée.

Certes, les pouvoirs publics pourront aider certaines sociétés à rebondir. Néanmoins, et en fin de compte, seul le marché sanctionnera ces EPE, les poussant à rebondir ou à se déclarer en cessation de paiement.

En fait, la déclaration de M. Benmeradi exprime une certaine volonté d'apaisement social, à l'adresse des syndicats et des partis politiques qui prônent la sauvegarde du secteur public et dans la mesure où une stratégie de promotion de la production nationale est impulsée.

C. B.**BOUTEFLIKA AUDITIONNE LE MINISTRE DES TRANSPORTS**

La fronde sociale dans le secteur passée sous silence

L'audition du ministre des Transports par le chef de l'Etat a, notablement, passé sous silence l'importante fronde sociale qui a marqué ce secteur.

La cinquième du genre depuis le début de Ramadan, l'audition mardi dernier du ministre des Transports n'a pas dérogé à l'euphorie, à l'habituel satisfecit sur les réalisations du secteur. Que ce soit dans le développement, la modernisation et la maintenance du rail, la gestion renforcée du transport routier de voyageurs, ou concernant le développement portuaire et aéroportuaire, le constat établi est qualifié de positif. L'autosatisfecit émane même du chef de l'Etat qui s'est, selon le communiqué sanctionnant l'audition, félicité de «la concrétisation du programme ferroviaire appréciable retenu».

Selon M. Bouteflika, «la densification du réseau de communications contribue à un développement économique et social significatif du pays», ajoutant que «la modernisation des infrastructures doit impérativement s'accompagner d'une amélioration des pres-

tations». Ainsi, l'on évoque notamment l'extension du réseau de chemin de fer à 3 919 km, outre 1 550 km projetés entre la rocade nord et celle des Hauts-Plateaux. L'on cite également l'introduction des autorails, des trains électriques automotrices et des systèmes modernes de signalisation et de télécommunications ferroviaires. Dans le domaine du transport routier, le bilan présenté évoque la réalisation de 28 établissements de gestion locale, la réception de 32 gares routières...

Dans le domaine des ports et transport maritime, l'on cite la valorisation en cours du port de Djen Djen ainsi que l'acquisition de remorqueurs d'assistance et de sauvetage. Et cela même si la création de grands ports n'est toujours pas à l'ordre du jour. S'agissant du transport aérien, l'on évoque l'achèvement du programme de réalisation et d'extension de onze aéroports à l'horizon 2013,



Photo : Samir Sid

Le président Abdelaziz Bouteflika.

outre l'acquisition de 9 nouveaux appareils renforçant la flotte actuelle. Il est également question de la mise en place d'un centre de formation du personnel aéroportuaire. Au-delà de l'invite du chef de l'Etat à «veiller au renforcement de la sécurité des usagers de la route», le communiqué, cependant, évacue complètement le

mouvement de fronde sociale qui a marqué et marque encore le secteur des transports.

Que ce soient les travailleurs des chemins de fer, dont les agents de sécurité de la Société nationale du transport ferroviaire, les transporteurs privés de voyageurs ou le personnel navigant commercial d'Air Algérie qui ont

enclenché plusieurs actions de protestation durant les mois derniers, le communiqué n'en fait cependant aucune allusion. Certes, des négociations sont toujours en cours entre ces protestataires et leurs tutelles, dans la mesure où cette contestation a trait essentiellement à des questions de revalorisation salariale. Mais le communiqué reste cependant muet, même si cette fronde sociale, légitime au demeurant, n'en a pas moins impacté négativement sur le transport tant domestique qu'international.

Mais bonne nouvelle, semble-t-il, l'on annonce la mise en service du métro d'Alger en novembre 2011 ainsi que la réception du deuxième tronçon du tramway d'Alger reliant la cité Mokhtar-Zerhouni (Bab Ezzouar) aux Fusillés (Hussein-Dey) à la fin de l'année 2011 ! Et cela même si le communiqué évacue le fait que ces infrastructures, tant attendues, ont trop tardé à être livrées, accusant d'importants retards et un coût assez exorbitant.

C. B.